

M. Crouse: Le gouvernement a-t-il une stratégie industrielle à court terme pour abaisser le prix du pétrole au Canada?

M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a souligné que, quant aux Maritimes, il y a d'autres ressources énergétiques que le pétrole. Il a annoncé la participation du gouvernement fédéral à un projet de centrale nucléaire.

* * *

[Français]

LES GRAINS

LES MESURES VISANT À ÉLIMINER LA PÉNURIE DE GRAINS DE PROVENDE DANS L'EST DU CANADA—LES PRIX

M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe): Monsieur le président, je désire poser une question au ministre responsable de la Commission canadienne du blé.

Étant donné que les réserves en grains de provende au Québec sont de l'ordre de 430,000 boisseaux à cette date-ci, alors qu'à la même période de l'an passé elles s'élevaient à 3 millions de boisseaux, le ministre peut-il assurer la Chambre et les agriculteurs de l'Est du pays que ceux-ci n'auront pas à souffrir d'une pénurie prochaine de grains de provende, et peut-il du même coup assurer ces agriculteurs de l'Est qu'ils n'auront pas à subir une hausse des prix?

[Traduction]

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, lundi dernier encore, les personnes concernées par le transport des grains se sont réunies. Des dispositions sont actuellement prises pour veiller à ce que le transport par trains des grains appelés à augmenter les réserves cet hiver se fasse efficacement, et pour que ces trains ravitaillent le plus vite possible tous les points critiques. Il y a, bien entendu, suffisamment de réserves dans l'Ouest et, grâce à la nouvelle politique en matière de grains fourragers, on a la certitude que le même prix sera en vigueur d'un bout à l'autre du pays.

M. l'Orateur: La présidence donne la parole au député de Saint-Hyacinthe pour une question supplémentaire.

[Français]

L'honorable député peut poser une question supplémentaire, mais la période des questions orales touche à sa fin. Je donnerai ensuite la parole à l'honorable député de Lévis...

[Traduction]

La présidence donnera ensuite la parole au chef de l'opposition.

● (1530)

[Français]

M. Wagner: Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire au ministre.

Quelles dispositions a-t-il prises pour assurer l'Est d'un approvisionnement accéléré, à la veille de la fermeture de la Voie maritime du Saint-Laurent?

[Traduction]

M. Lang: Monsieur l'Orateur, on a accordé une attention toute spéciale au transport des grains par la Tête des lacs et la Voie maritime jusqu'à la fermeture de cette dernière, et on y accordera une attention toute particulière tant que

Questions orales

les bateaux pourront circuler sur les lacs. Par ailleurs, cette année, le transport ferroviaire sera accru et il sera certainement plus important que les années précédentes, tant à l'intérieur du pays qu'aux fins d'exportation.

* * *

[Français]

LES PORTS

L'AIDE FINANCIÈRE DU GOUVERNEMENT À CERTAINS PORTS

M. Raynald Guay (Lévis): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre des Transports.

Comme il a indiqué que le gouvernement songe à garantir un prêt à l'Association des employés maritimes, en rapport avec une assistance financière au port de Montréal, le ministre peut-il nous dire si l'on accordera une aide financière semblable à d'autres ports au Canada?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Non, monsieur l'Orateur. Je crois que ce problème se pose simplement pour les ports de Montréal, Trois-Rivières et Québec. La seule autre aide que nous accordons est celle relative au port d'Halifax, lequel va recevoir cette année une subvention d'un million de dollars pour ses dépenses d'exploitation, et c'est le seul port qui ait fait l'objet d'une telle attention du gouvernement fédéral.

* * *

[Traduction]

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

LA RÉPARTITION DES APPROVISIONNEMENTS DE PÉTROLE—L'OPPORTUNITÉ D'UNE MESURE PORTANT SUR CERTAINS CAS RÉGIONAUX DE PÉNURIE

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Songe-t-il à présenter une mesure qui autoriserait le gouvernement, ou une de ses agences, à répartir les approvisionnements de pétrole dans des circonstances qui, sans constituer une urgence nationale aux termes de l'article 11 du bill, créeraient des situations pénibles, particulières ou locales, auxquelles on ne peut autrement, ou on ne veut pas autrement apporter de solution? Le ministre compte-t-il combler cette lacune par une mesure législative?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, l'honorable représentant sait que la juridiction constitutionnelle du gouvernement peut s'appliquer seulement dans les cas d'urgence. Il nous faudrait donc prouver l'urgence de la situation pour recourir aux droits constitutionnels. Il faudrait donc prouver que l'ensemble de la nation souffre d'une situation donnée pour ensuite consulter l'Office, une fois établi, en vue de déterminer si oui ou non le gouverneur en conseil devrait en arriver aux conclusions prévues par le statut.

M. l'Orateur: La présidence va donner la parole au député de Kingston et les Îles, pour ensuite passer à l'appel de l'ordre du jour.